

## Les Amériques en octobre 2000

### ALENA

À la fin octobre, les gouverneurs des Banques centrales et les ministres des Finances et du Trésor du Canada, des États-Unis et du Mexique se sont réunis pour une sixième occasion depuis 1994, dans le cadre des rencontres du Groupe financier d'Amérique du Nord (North American Financial Group). Les développements financiers et économiques pour l'année en cours sont dans l'ensemble extrêmement positifs. Les taux de croissance économique pour l'année en cours atteindraient 4,9 % pour le Canada et 7 % pour le Mexique. Au Canada, le taux de chômage serait à son plus bas niveau depuis 24 ans et l'inflation reste contenue à l'intérieur de la "fourchette" de 1 à 3 %. Au Mexique, la croissance économique continue d'être toujours aussi vigoureuse, l'inflation a été maintenue en dessous des 9 %, et le déficit budgétaire représente un peu moins de 1 % du Produit intérieur brut (PIB). Les États-Unis connaissent, quant à eux, la plus longue période de croissance économique de leur histoire et le chômage est au plus bas, tandis que les comptes budgétaires sont en surplus pour une troisième année consécutive. Une seule ombre au tableau, mais dont personne ne veut parler cependant, le déficit record de la balance de paiements courants. Les autorités monétaires et financières des trois pays se sont entendues pour poursuivre des politiques budgétaire et monétaire "disciplinées" et "prudentes".

### Canada

Aux premiers jours d'octobre, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a fait savoir au Canada qu'il disposait de moins de six mois, soit jusqu'en mars prochain, pour apporter les changements demandés au Pacte de l'automobile, en réponse à la requête du Japon et de l'Union européenne. L'OMC avait déjà rendu une décision similaire au mois de mai dernier, mais le Canada avait demandé jusqu'à quinze mois de sursis, et la coalition euro-japonaise moins de trois. Le Pacte, signé en 1965, exempte du droit de 6,1 % sous certaines conditions, de production et d'investissement sur place notamment, les transactions commerciales entre le Canada et les États-Unis. L'OMC a indiqué que le régime automobile enfreignait les règles du commerce multilatéral et que toutes les importations automobiles devaient être assujetties au même tarif. Le Canada devra maintenant soit se défaire du tarif, comme le demandent les compagnies européennes (BMW, Volkswagen) et japonaises (Toyota, Honda), soit le rétablir pour tous. Ce qui ne fait l'affaire ni du Canada ni des "Trois Grands", Chrysler, Ford et General Motors.

### MEXIQUE

Le Secrétariat du commerce et développement industriel (SECOFI) du Mexique a annoncé que pour ce qui va de l'an 2000, les exportations atteindraient les 165 milliards de \$ des É. U., une augmentation de plus de 20,4 % par rapport à 1999. De 1986 à 1999, le taux de croissance des exportations a atteint, en moyenne, les 18% annuels, et depuis 1993, le taux dépasse de plusieurs points ce chiffre, le Secrétariat estimant que les exportations mexicaines auraient triplé depuis la signature de l'ALÉNA. Le Mexique a actuellement un excédent commercial avec les États-Unis estimé à 12 milliards pour l'année en cours. Les comptes internationaux du Mexique montrent qu'en août 2000, les exportations totales du pays ont connu une augmentation annuelle de 24,5 %, à laquelle les ventes de pétrole, soutenues par les prix élevés, ont particulièrement contribué, (+61,7 %). Les importations ont, quant à elles, augmenté de 26,1 %. Le commerce international du Mexique avec les pays autres que les États-Unis demeure déficitaire (733,8 millions) et les résultats enregistrés en août 2000 montrent une croissance de plus de 69,4 % de ce déficit par rapport aux chiffres de 1999 pour le même mois. Malgré la vigueur des résultats commerciaux, les chiffres de l'emploi ne suivent toujours pas. Un document récent de l'Institut national de statistiques, géographie et informatique (INEGI), Empleo y desempleo en México 1994-2000, indique que de 1994 à 1999, la proportion des travailleurs recevant moins du salaire minimum par jour (37,9 pesos ou environ 4\$ É.U.) a augmenté de 8 à 10,6 %. Plus de 32 % des familles reçoit moins de un à deux salaires minimums par jour, soit entre 37,9 et 75,8 pesos (4 à 8 \$ É.U.). De 1993 à 1998, plus de 7 millions de

travailleurs se sont incorporés au marché du travail, mais plus de la moitié oeuvrerait dans le secteur informel. Le secteur des maquiladoras continue de montrer de bons résultats en matière d'emploi : depuis six ans, l'emploi dans les maquiladoras a augmenté de 13,5 % en moyenne par année, contre seulement 2 % dans le commerce et 0,5 % dans l'industrie de la transformation. Une délégation menée par Vicente Fox, accompagné du Secrétaire au Commerce, Herminio Blanco, a par ailleurs entrepris une tournée européenne pendant la première semaine d'août en vue de faciliter la signature d'ententes de protection et de promotion réciproques des investissements avec chacun des pays de l'UE. Pour le Mexique, l'accord de libre-échange avec l'Europe, en vigueur depuis le 1er juillet 2000, vise essentiellement à enrayer le déficit commercial avec l'UE, à stimuler les exportations des secteurs de l'auto, de la machinerie et de l'agro-alimentaire et agriculture, et surtout, à attirer plus d'investissements. Ceci dit, la cote de crédit du Mexique est en ce moment sous examen sévère et plusieurs agences ont accordé une meilleure note au Brésil. L'OCDE, (et d'autres observateurs internationaux) estime de son côté que les politiques fiscales et les risques de "surchauffe" de l'économie mexicaine exigent des mesures d'urgence pour rétablir les perspectives d'investissement à court et moyen terme. La Commission des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CÉPALC) estime quant à elle que l'investissement généré au Mexique demeure déprimé, l'inflation relativement haute, et le crédit accordé par les banques trop coûteux pour les entrepreneurs et les consommateurs. Cela dit, elle ne joint pas le rang des critiques qui prévoient une crise financière au moment de l'entrée en poste du gouvernement Fox le 1er décembre 2000. Les industriels avaient dénoncé cet été l'activisme du gouvernement mexicain en matière de nouveaux traités commerciaux ; c'est maintenant au tour des agriculteurs de réclamer une pause. Le Conseil national agricole (CNA) s'est officiellement opposé à l'inclusion de l'agriculture dans les négociations commerciales avec le Brésil, négociations qui pourraient déboucher sur un accord de libre-échange d'ici six mois. Le CNA estime que le Brésil dispose d'avantages immenses en termes de capacités productives, ce qui mettrait en péril les secteurs de l'aviculture, du café, du sucre, du lait, des agrumes et jus. Advenant des négociations élargies au Mercosur peu après la finalisation d'ententes avec le Brésil et l'Argentine, actuellement en pourparlers formels, le CAN craint que les secteurs mexicains de la viande, des céréales et grains, et des produits laitiers ne soient désavantagés par les produits argentins. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Secrétariat de l'agriculture, élevage et développement rural (SAGAR) du Mexique estiment par ailleurs que le Brésil, qui compte un peu moins du double de la population du Mexique, produit jusqu'à 9,4 fois plus de viande de dinde que le Mexique, 4,4 fois plus de viande de bœuf, 2,7 fois plus de volailles, 2,5 fois plus de produits laitiers, 7,4 fois plus de canne à sucre, 5,5 fois plus d'oranges, 3,4 fois plus de papayes et bananes... Le Mexique, quant à lui, détient des avantages dans la production d'oeufs, de cire d'abeille et de miel. Les deux organismes ont aussi indiqué que la capacité exportatrice du Brésil est incomparablement supérieure à celle du Mexique. En 1999 par exemple, le Brésil a exporté jusqu'à 241,1 fois plus de pâtes de cacao que le Mexique, 223 fois plus d'oeufs et 170 fois plus de poulets...

## **Mercosur**

Pour l'ensemble du Cône Sud, les prévisions économiques semblent sur la voie d'un regain d'optimisme. Lors d'une rencontre convoquée à Santiago à la mi-octobre, "Bilan et perspectives de l'intégration latino-américaine", le Secrétaire général de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), Juan Rojas Penso, a annoncé que les exportations intra-régionales du Cône Sud avaient augmenté de près de 24,9 % pendant les deux premiers trimestres de l'année 2000, et que le PIB régional aurait progressé de 3,6 %. La situation semble donc s'améliorer et revenir aux indicateurs de 1997. Par pays, les exportations latino-américaines du Pérou, du Brésil, de l'Argentine, du Chili et de l'Uruguay auraient respectivement, augmenté de près de 35,3 %, 30 %, 23,6 %, 18,8 % et 0,8 % depuis 1999. Le FMI, de son côté, estime que le taux de croissance économique de la région, de l'ordre de 4 à 5 % pour 2000 et 2001 sera insuffisant pour enrayer la pauvreté en Amérique latine, où deux foyers sur cinq vivent en-dessous des seuils d'indigence. Selon le Fonds monétaire international, l'économie argentine se remet lentement de deux années de récession et enregistrera un taux de croissance cette année, de l'ordre de 1,7 %. La croissance économique reste cependant inférieure aux prévisions du début de l'année, avec le résultat que le taux de chômage officiel, de l'ordre de 15 %, ne décline pas. L'organisme estime pourtant que le gouvernement argentin doit continuer de maintenir une politique monétaire restrictive, d'augmenter les revenus fiscaux et de couper dans les dépenses, surtout en ce qui concerne les grandes provinces du

pays. Le gouvernement argentin n'a pas encore entamé le crédit de 7,2 milliards de \$ des ÉU débloqué par le FMI en mars dernier, gardant celui-ci en réserve pour financer un déficit budgétaire qui devra attendre près de 2 % du PIB cette année pour l'administration centrale et près de 3 % du PIB pour l'ensemble des administrations publiques. Sur le plan extérieur, le compte courant du pays affichera un déficit de 3,6 % du PIB cette année, une diminution relative si on le compare aux 4,4 % enregistrés pour 1999. La dette extérieure devrait atteindre de son côté 52,9 % du PIB ; elle s'élevait à 42,6 % du PIB en 1997. Aux tous premiers jours d'octobre, le Vice-président de l'Argentine, Carlos Alvarez, a présenté sa démission suite à l'accusation d'avoir acheté des votes au Sénat pour faire passer les réformes apportées au code du travail par le gouvernement en avril dernier. Alvarez a présenté sa démission principalement parce que les deux hauts fonctionnaires incriminés dans le scandale sont demeurés en poste. Il a déclaré à la presse qu'un "gouvernement juste et bon ne peut pas s'épanouir si les gens associent la politique avec le crime". Alvarez, issu de la formation FREPASO qui avait participé à la constitution de l'alliance autour de De la Rúa, était également en désaccord avec la discipline économique imposée par le Ministre José Luis Machinea et estimait les coupures trop drastiques. L'avenir de l'alliance est en question. Le ministre de l'Emploi, Alberto Flamarique, accusé par Alvarez d'avoir participé à l'affaire des pots-de-vin, a aussi présenté sa démission. Moins de dix mois après son entrée en fonction, le gouvernement De la Rúa, qui avait fait campagne en promettant la reprise économique et la lutte contre la corruption, est donc, pour le moins, en difficile posture. À la mi-octobre, les ministres du Travail des pays membres du Mercosur et de la Communauté andine (CAN) se sont rencontrés à Santa Cruz en Bolivie, pour une réunion visant à discuter de la consolidation des groupes économiques du Cône Sud dans le contexte de la globalisation. Parmi les invités spéciaux, notons la présence du ministre du Travail de Cuba et celle du sous-directeur régional pour l'Amérique latine de l'Organisation internationale du travail (OIT). Les ministres se sont entendus sur la nécessité de d'avoir une croissance et des politiques qui génèrent plus d'emplois, de même que des politiques de formation, de protection et de mobilité des travailleurs. Les ministres présents à la rencontre se sont aussi engagés à ratifier et à mieux observer les conventions de l'OIT relatives à l'éradication progressive du travail des enfants. La question du régime de l'auto du Mercosur continue de donner lieu à de curieux compromis. Suite à une réunion convoquée dans la troisième semaine d'octobre, et à laquelle ont participé le Secrétaire de l'Industrie et du Commerce de l'Argentine, Javier Tizado, et l'ambassadeur brésilien pour le Mercosur, José Botafogo, une nouvelle formule pour résoudre cette épineuse question a été définie. L'Argentine négociera maintenant directement avec chacune des compagnies automobiles concernées, le contenu régional requis, elle-même appliquant en moyenne une règle de 30 %, de façon à harmoniser les exigences de contenu régional à ce niveau d'ici trois ans. Arrivé à un accord général avec l'ensemble des parties, le Brésil s'est engagé à accepter le résultat et le nouveau régime automobile pourra donc s'appliquer au commerce entre les deux pays. Pour l'Argentine, le succès d'une telle initiative est critique, puisque son industrie de l'auto emploie plus de 150 000 travailleurs et qu'une baisse du contenu régional signifierait éventuellement de nouvelles vagues de licenciements. Les négociateurs argentins et brésiliens considèrent que le nouveau compromis constitue une avancée considérable vers la mise au point d'un régime automobile commun à l'intérieur du Mercosur.

### **Venezuela, Pérou, Bolivie et Colombie**

L'Accord énergétique de Caracas, accordant un régime préférentiel à une dizaine de pays centro-américains et caribéens, a été signé dans la troisième semaine d'octobre, dans un effort, selon Chavez, pour contribuer à l'intégration économique régionale. L'entente prévoit de mettre à la disposition des pays concernés 80 mille barils de pétrole brut par jour, un financement s'étalant jusqu'à quinze années, une période de grâce d'un an pour les paiements et un taux d'intérêt de 2 % par commande. L'accord, qui implique le Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Nicaragua, le Honduras, la République Dominicaine, Panama, la Jamaïque, Haïti et le Guatemala, sera mis en oeuvre en parallèle aux accords de San José signés il y a près de vingt ans, accords en vertu desquels le Mexique et le Venezuela fournissent déjà jusqu'à 160 000 barils par jour à la région. Le nouvel accord permettra aussi d'accorder à d'autres pays de la région, tel Cuba, un accès préférentiel aux ressources pétrolières du Venezuela. Le Congrès du Pérou a approuvé fin septembre un ensemble de réformes électorales permettant la convocation de nouvelles élections présidentielles, la résignation de Fujimori dès le 28 juillet 2001 et la limitation du mandat présidentiel à deux termes consécutifs. Les membres du Congrès verront aussi leur mandat

écourté et quitteront leur siège deux jours avant la résignation présidentielle, soit le 26 juillet prochain. Les membres du Congrès ont jusqu'au 15 décembre prochain pour ratifier ces modifications constitutionnelles. Les élections seront vraisemblablement convoquées vers le mois d'avril prochain. Aux dernières nouvelles, l'Organisation des États américains (OÉA) a suspendu les discussions en cours avec le gouvernement péruvien en raison du fait que ce dernier ne respectait pas les engagements pris. L'OÉA reproche, entre autres, à ce dernier de chercher à faire adopter des amendements qui permettraient d'accorder l'amnistie aux militaires et hauts fonctionnaires soupçonnés de violations des droits de l'homme si celles-ci ont eu lieu dans le cadre de la lutte contre le narco-trafic. Pendant ce temps, l'impopulaire responsable des services d'intelligence Vladimir Montesinos est revenu au pays après un bref exil au Panama, et ce malgré un climat de vive opposition. Aux premiers jours d'octobre, et pour une deuxième fois depuis six mois de protestations sociales massives, le gouvernement bolivien a accepté de répondre aux demandes exprimées par les organisations paysannes, lesquelles étaient mobilisées depuis plusieurs semaines et menaçaient de bloquer les accès en ravitaillement de la capitale si des pourparlers n'étaient pas engagés. Les ministres ont accepté de hausser le prix du maïs, de révoquer le projet de loi portant sur l'attribution des titres de propriété de la terre qui aurait augmenté les taxes, et de procéder à la restitution des droits sur les ressources hydrauliques aux Indiens. Il a annoncé par ailleurs aux tous derniers jours d'octobre que des fonds totalisant les 45 millions de dollars et accordés en partie par le Japon, seraient débloqués pour aider au refinancement des dettes et garantir les dépôts bancaires des petits et moyens producteurs agricoles. Le gouvernement Banzer a toutefois refusé de céder sur la question de la prohibition de la culture de coca et procèdera à son éradication à partir du 1er février 2001. Selon les estimations de l'ambassade américaine à Lima, avec l'aide des États-Unis et des Nations Unies, le gouvernement bolivien serait parvenu à réduire les plantations de coca dans la région du Chaparé de 70 400 à 4 050 acres entre 1998 et aujourd'hui. La Banque mondiale a approuvé, de son côté, un prêt de 32 millions de \$ à l'Équateur dès la mi-octobre. Les fonds seront destinés à l'amélioration des services de santé et d'approvisionnement en eau dans les zones rurales du pays, où près de 65 % de la population ne dispose pas d'accès à l'eau potable. Le prêt fait partie d'une ligne de crédit de deux milliards de \$ consentis par la Banque et le FMI pour remettre sur pied l'économie équatorienne. Il a été accordé pour une période de 20 ans, à un taux d'intérêt variable actuellement de 7,3 %. Les ministres de la Défense de l'hémisphère se sont réunis à la troisième semaine d'octobre à en Colombie pour une rencontre de plusieurs jours portant sur la coopération en matière de sécurité. La réunion a été refroidie par l'intensification du conflit entre l'EPR et l'armée colombienne et l'intromission des États-Unis dans sa résolution par l'entremise du récent "Plan Colombie" attribuant une aide militaire et financière allant dans les 1,3 milliards au gouvernement Pastrana. Les leaders des pays limitrophes craignent notamment que la répression accrue de la guérilla et le durcissement de la lutte contre la culture de coca n'augmentent les risques d'un débordement du conflit à l'ensemble de la région amazone. Face à la perspective de voir des soldats américains en Amazonie, Hugo Chavez a été jusqu'à faire la comparaison avec la débâcle américaine au Vietnam.